Le Conseil,

Vu le rapport du 7 décembre 1995, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Le projet de budget primitif 1996 que je vous soumetts a été préparé dans un contexte particulier.

En effet, nous nous trouvons au début d'un nouveau mandat et notre plan de mandature n'est pas encore finalisé. De plus, le contexte économique est défavorable : l'évolution des bases fiscales est incertaine et les difficultés financières de l'Etat pèsent sur les collectivités locales.

Malgré ces contraintes, la qualité financière des comptes de la communauté urbaine de Lyon a été recherchée, sans augmenter la pression fiscale et en maintenant un niveau de commande publique élevé.

I - EQUILIBRE GENERAL -

Le projet du budget primitif 1996 a été arrêté à 5 119,6 MF en mouvements réels. A titre de comparaison, le budget 1995 s'élevait à 5 261,6 MF, soit 142 MF (2,8 %) de plus.

L'autofinancement brut dégagé est de 652,6 MF. Il était de 641,2 MF au budget primitif 1995. Cette progression de 11,4 MF traduit l'effort fait pour maîtriser l'effet de ciseaux entre l'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement :

- 103,2 MF de dépenses réelles de plus qu'en 1995,
- 114,6 MF de recettes réelles de plus qu'en 1995.

L'évolution de la fiscalité représente 85 MF, soit + 4 % environ. Elle a été calculée pour ne pas alourdir le poids de la fiscalité locale tant sur le revenu des ménages que sur l'exploitation des entreprises. Elle correspond à une évolution des bases fiscales de 3 % pour les taxes d'habitation et foncières (dont 1 % d'actualisation des valeurs cadastrales par l'Etat) et de 3,5 % pour la taxe professionnelle. Sur la base d'une inflation de 2,2 % prévue par l'Etat, elle pourrait amener une modification nominale des taux de 1,2 %. Ceci permettrait un maintien, en francs constants, de la cotisation fiscale de chaque contribuable.

La plupart des dépenses réelles de fonctionnement n'évoluent que de 1,5 % environ. Deux postes importants font toutefois exception :

- le budget des ressources humaines qui varie de 5,2 % par rapport à 1995 (+ 52 MF) à effectif constant et sans revalorisation de la valeur du point d'indice et des cotisations CNRACL,

- les crédits de la propreté qui connaissent une variation de plus de 5,8 % (+ 25 MF) en raison de l'ouverture de déchèteries nouvelles, de la mise en place de la collecte sélective et du poids de plus en plus lourd des mesures de protection de l'environnement.

Les dépenses réelles d'investissement atteignent 2 190,9 MF, soit 245 MF de moins qu'au budget primitif 1995. Cette diminution correspond à un niveau élevé, dans tous les domaines, car les seules dépenses liées à la réalisation du tronçon nord du périphérique représentent l'essentiel de cet écart, elles sont en diminution de 213 MF.

Le financement est assuré par :

- des recettes affectées pour 309 MF (14 % des recettes),
- des recettes propres (taxe locale d'équipement, FCTVA...) pour 312 MF (14 % de recettes),
- par l'autofinancement pour 652,6 MF (30 % des recettes),
- par l'emprunt à court terme de préfinancement du FCTVA pour 270 MF (12 % des recettes),
- et par le programme d'emprunt à long terme de 644 MF (30 % des recettes).

Budget primitif 1996 - budget principal - synthèse - (en MF) - tableau n° 1 -

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement -		
fiscalité directe et compensations fiscales		2 431,00
intérêts de la dette et frais financiers	341,70	
autres mouvements réels	2 587,00	1 150,34
amortissement	367,67	81,03
prélèvement	366,00	
total	3 662,37	3 662,37
Investissement -		
amortissement dette à long terme	392,54	
programme emprunt à long terme		644,00
programme emprunt à court terme	270,00	270,00
amortissement	81,03	367,67
prélèvement		366,00
autres investissements	1 840,38	624,28
total	2 271,95	2 271,95
autofinancement	652,64	
épargne nette	266,00	
total du budget en mouvements réels	5 119,63	5 119,63
- fonctionnement	2 928,71	3 581,34
- investissement	2 190,92	1 538,29
total du budget en mouvements budgétaires	5 934,32	5 934,32

II - SECTION DE FONCTIONNEMENT -

- Les recettes -

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 3 581,3 MF et progressent de 3,31 % par rapport au budget primitif 1995, soit 114,65 MF.

Les recettes fiscales, comme les recettes courantes, sont évaluées dans ce budget 1996 avec un souci de sincérité et de prudence.

Pour 1996, c'est l'hypothèse du maintien de la pression fiscale qui vous est proposée pour les quatre principales taxes locales.

Le produit attendu de la fiscalité directe, hors compensations, atteint 2,214 MF. Une évolution du produit de 3,97 % est prévue par rapport au budget primitif 1995, mais de seulement 2,90 % par rapport au montant notifié en 1995.

L'actualisation des bases fiscales par l'Etat est prévue à 1 %. L'inflation étant estimée à 2,2 %, le maintien de la cotisation du contribuable en francs constants pourrait amener une modification nominale des taux de 1,2 %.

Les compensations fiscales sont estimées, en francs courants, au même niveau que le montant perçu en 1995, soit 217 MF.

Le produit attendu de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est proposé à 402 MF, en hausse de 5,14 % par rapport à 1995 (+ 19,6 MF) ce qui permettra un retour au niveau des taux pratiqués en 1991. Il faut apprécier cette évolution au regard de la qualité du service rendu à la population et des contraintes réglementaires en matière d'environnement.

Conformément aux orientations connues à ce jour, la dotation globale de fonctionnement est prévue à 540,2 MF, en hausse de 1,75 %. Elle ne constitue plus que 15 % des recettes réelles.

En diminution par rapport à 1995, le montant des recettes courantes est estimé à 208 MF. Parmi les recettes les plus significatives qui vous sont proposées à ce titre, on peut citer :

- . 29 MF pour la vente de chaleur et d'électricité fournies par l'usine sud d'incinération des ordures ménagères,

- . 11,66 MF pour l'incinération des ordures ménagères apportées de l'extérieur,
- . 6,68 MF de participations de la société Eco-Emballages dans le cadre de la collecte sélective,
- . 49 MF de recouvrements de frais de réfections de tranchées effectuées sur la voirie communautaire,
- . 18 MF de produit attendu des loyers et des charges locatives des propriétés du domaine privé de la Communauté urbaine,
- . 17 MF de redevance pour occupation du domaine public versée par EDF,
- . 12 MF de redevance de parking versée par les commerçants de la Part-Dieu,
- . 10 MF de participations de l'Etat ou des communes au titre du développement social des quartiers (2,5 MF), du logement social (2,2 MF), des contrats emploi-solidarité (5,5 MF).

Budget primitif 1996 - budget principal - recettes de fonctionnement - tableau n° 2 -

	Budget primitif 1995 (en MF)	Budget primitif 1996 (en MF)	Variation 1996/1995 (en %)
direction de la voirie	49,139	49,089	-0,10
dont :			
- tranchées	48,000	48,000	0,00
- laboratoire	0,200	0,070	- 65,00
direction de la propreté -	53,660	51,001	- 4,96
dont :			
- vente de chaleur	28,000	29,143	4,08
- redevance déchèteries	1,200	1,400	16,67
- enlèvement des ordures ménagères	17,609	11,659	- 33,79
- collecte sélective	4,850	6,687	37,88
direction incendie et secours -	3,854	5,046	30,93
dont centre de formation	2,745	3,500	27,50
département développement urbain -	12,472	13,269	6,39
dont :			
- participations logement social	1,650	2,189	32,67
- participations développement social urbain	2,497	2,530	1,32
- prestations DUA - ville de Lyon	3,450	3,450	0,00
département action foncière -	23,787	18,150	- 23,70
mission grands projets -	0,000	0,300	ns
direction logistique et bâtiments -	17,380	17,540	0,92
dont centre d'échanges de Lyon-Perrache	16,480	16,680	1,21
service juridique et contentieux -	0,020	0,021	5,00
service assemblée communautaire -	0,440	0,451	2,50

direction de la communication -	0,000	0,000	0,00
direction des ressources humaines -	12,250	11,205	- 8,53
dont :			
- recouvrement de charges salariales	0,450	0,400	- 11,11
- recouvrements de traitements	5,500	5,000	- 9,09
- participation de l'Etat aux contrats emploi-solidarité (CES)	5,000	5,500	10,00
direction des finances et du contrôle de gestion	3 293,692	3 415,273	3,69
dont :			
- gestion active de la dette	0,100	0,100	0,00
- taxe d'enlèvement des ordures ménagères	382,360	402,000	5,14
- dotation globale de fonctionnement	530,930	540,222	1,75
- fiscalité directe	2 129,400	2 214,000	3,97
- compensation de taxe professionnelle	167,000	180,500	8,08
- compensation de taxe d'habitation et de taxe foncière	33,500	36,500	8,96
- redevance des commerçants du centre commercial de la Part-Dieu	12,500	12,000	- 4,00
- redevance EDF	16,690	17,000	1,86
total des mouvements réels	3 466,694	3 581,345	3,31
amortissements	69,728	81,026	16,20
total budget	3 536,422	3 662,371	3,56

- Les dépenses -

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 2 928,7 MF, en hausse de 3,65 % par rapport au budget précédent. Pour mémoire, la variation entre 1994 et 1995 se situait à un taux presque identique de 3,59 %. Hors dette et dépenses de personnel, on remarque que l'évolution est de 2,50 %, taux proche de l'inflation.

Evaluées avec précision et rigueur, les dépenses de fonctionnement suivent convenablement les orientations de la lettre de cadrage tant pour les dépenses courantes que pour les frais de personnel et frais financiers.

Un poste vous est proposé en diminution par rapport à 1995. Il s'agit des dépenses de communication (- 8,9 %) limitées à 22 MF, dont un montant de 5,6 MF est destiné à la campagne de promotion pour le développement de la collecte sélective.

Les dépenses pour la voirie s'élèvent à 219 MF. En hausse de 3 MF, ce budget intègre les frais liés à l'entretien des nouveaux espaces publics de "qualité exceptionnelle" et à l'accroissement du patrimoine arboricole, tout en maintenant la qualité des prestations courantes.

L'évolution des dépenses nécessaires au fonctionnement du service incendie et secours est contenue à 1,50 %, hors frais de vacations des sapeurs-pompiers volontaires qui progressent de 1 MF environ (+ 13 %). La création de centres d'interventions dans l'année 1995 à Décines Charpieu et à Feyzin ainsi qu'à Villeurbanne en 1996 (centre des Charpenes-La Doua) justifie cette enveloppe supplémentaire.

En matière de développement urbain, les dépenses sont maîtrisées à hauteur de 30,5 MF, tout en privilégiant les interventions en faveur du logement social et des quartiers sensibles qui figurent dans les orientations prioritaires de la Communauté urbaine.

Ce budget finance des missions très diversifiées, principalement :

- des études dans les domaines de l'écologie, des déplacements urbains, du développement économique, de l'habitat, du logement social et du développement social urbain (8 MF environ),

- des équipes opérationnelles pour la mise en place et le suivi d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et des assistances ou conseils extérieurs (18 MF au total),

- des observatoires pour le logement, l'écologie, les risques géologiques et l'immobilier.

Dans le cadre du développement économique de notre agglomération, des actions sont menées par la Communauté urbaine pour favoriser l'implantation d'entreprises. Outre les interventions qui se trouvent dans les budgets opérationnels, en investissement notamment, un crédit de 5,2 MF, en hausse de 30 %, pourra notamment permettre le soutien à la création de parcs d'activités et le développement de pépinières d'entreprises.

Le budget affecté à la propreté de l'agglomération (458 MF) croît de 25 MF. Il est le plus élevé des budgets opérationnels.

La maîtrise des dépenses courantes qui subissent l'évolution des prix et l'effet, en année pleine, de la hausse de la TVA est le résultat d'une recherche systématique d'économies.

L'accroissement de l'activité du service et l'augmentation des prestations : ouverture de déchèteries, nettoyage d'espaces nouveaux ont généré des coûts supplémentaires, mais d'autres facteurs significatifs sont à prendre en considération :

- l'incidence financière des nouvelles réglementations en matière de traitement des rejets de fumées et de stabilisation des cendres (5 MF),

- l'application des règles de sécurité pour les chantiers mobiles (1,45 MF),

- le lancement de la première phase de collecte sélective. 66 000 habitants sont concernés, dans un premier temps, sur les territoires de Lyon 4°, Mions et Oullins, une extension étant prévue à la fin de 1996 pour 230 000 habitants supplémentaires (8,6 MF).

Les dépenses de logistique, d'entretien des bâtiments et d'administration générale sont proposées à hauteur de 101,6 MF et n'évoluent que de 1,3 % par rapport à 1995. Elles représentent seulement 3 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

Un effort particulier de 2 MF s'avère nécessaire pour réaliser des travaux de sécurité dans le patrimoine privé de la communauté urbaine de Lyon. Ceci ne constitue qu'une provision permettant de faire face aux premières urgences, la responsabilité de la Communauté pouvant être mise en jeu.

Le budget des ressources humaines s'élève à 1 035 MF. Il subit l'effet conjugué des accords Durafour, du glissement vieillesse-technicité et des mesures découlant du protocole d'accord de mars 1995. Sa progression est maîtrisée, à effectif constant, à 5,24 % compte tenu de la non-revalorisation annoncée du point d'indice et des cotisations à la CNRACL.

Plafonnée à 950 MF, la masse salariale représente 32,44 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Le service de l'assemblée communautaire va devoir, en 1996, assurer en année pleine le fonctionnement de la nouvelle assemblée élargie à 155 représentants, en application de l'article 80 de la loi du 4 février 1995. A cet effet, une enveloppe de 17 MF est nécessaire.

Certains postes présentent un caractère et donc une évolution spécifique, telles que les cotisations, participations et subventions versées qui atteignent 556 MF.

Leur évolution limitée à 1,84 % - soit en montant 10 MF - est liée aux éléments suivants :

- la hausse de 1,50 % de la dotation au SYTRAL qui atteint 385 MF et traduit l'effort soutenu de la Communauté urbaine pour les transports en commun (+ 5,7 MF).

- une participation de 3 MF versée pour la promotion et le développement de notre agglomération à l'Office du tourisme,

- l'enveloppe fixée à 18,5 MF pour l'Agence d'urbanisme (+ 1 MF).

Enfin, la contribution obligatoire du budget principal au budget de l'assainissement pour la collecte et le traitement des eaux pluviales est maintenue, en francs courants, à son niveau de 1995, soit 116 MF.

Les intérêts de la dette à long terme atteignent un montant de 321 MF et varient de 13 MF seulement, compte tenu d'une gestion dynamique de l'encours.

Les frais financiers pour la dette à court terme, gestion active et ligne de trésorerie, sont estimés à 20,5 MF en diminution de 4 MF par rapport à 1995.

La signature financière de la Communauté urbaine reste de qualité avec un ratio de capacité de désendettement proche de six années et demie et un ratio de service de la dette de l'ordre de 17 % (situation estimée au 31 décembre 1995).

Budget primitif 1996 - budget principal - dépenses de fonctionnement - (en MF) - tableau n° 3 -

Opérations	Budget primitif 1995 (en MF)	Budget primitif 1996 (en MF)	Variation 1996/1995 (en %)
direction de la voirie	216,131	219,371	1,50
dont :			
- entretien de chaussées et de trottoirs	80,600	81,809	1,50
- entretien des plantations	17,075	17,375	1,76
- entretien des tunnels	7,209	7,310	1,40
- réfection de tranchées	45,000	45,000	0,00
- signalisation lumineuse	28,293	28,717	1,50
direction de la propreté -	433,273	458,472	5,82
dont :			
- traitement et valorisation des déchets	164,160	176,070	7,26
- enlèvement des ordures ménagères confié à l'entreprise	90,371	94,742	4,84
- nettoyage	118,632	123,998	4,52
- entretien des véhicules et des engins	27,387	28,419	3,77
- collecte sélective	8,501	8,659	1,86
direction incendie et secours -	37,706	38,883	3,12
dont :			
- habillement	5,257	5,740	9,19
- entretien des bâtiments	9,176	9,417	2,63
- maintenance des véhicules	5,745	5,762	0,30
- maintenance informatique du système d'alerte	0,900	0,700	- 22,22
- vacations des sapeurs-pompiers volontaires	7,000	7,930	13,29
département développement urbain -	30,116	30,564	1,49
dont :			
- habitat social	4,332	4,627	6,81
- développement social urbain	7,418	7,500	1,11
- écologie	3,918	3,333	- 14,93
- urbanisme réglementaire	2,538	2,566	1,10
- missions OPAH - études et animation	5,104	6,154	20,57
- centre de données urbaines	1,048	1,040	- 0,76
direction des affaires économiques et internationales	4,000	5,200	30,00
département action foncière -	26,370	28,554	8,28
dont :			
- impôts	10,800	11,871	9,92
- charges locatives	14,900	15,800	6,04
mission grands projets -	0,002	0,002	0,00
direction logistique et bâtiments -	129,280	132,644	2,60
dont :			
- administration générale	24,440	24,180	- 1,06
- centre d'échanges de Lyon Perrache	17,514	18,007	2,81

- bâtiments, maintenance et charges	57,008	58,323	2,31
- informatique	29,577	31,627	6,93

service juridique et contentieux et service des marchés publics -	20,671	20,786	0,56
dont contrats d'assurances	17,800	18,470	3,76
service assemblée communautaire -	15,300	17,100	11,76
dont indemnités et charges des élus	12,200	13,450	10,25
direction de la communication -	23,936	22,000	- 8,09
dont collecte sélective		5,600	ns
direction des ressources humaines -	983,445	1 034,963	5,24
dont :			
- masse salariale	902,880	950,051	5,22
- CNFPT et autres formations	11,962	12,582	5,18
- affaires sociales	13,472	13,772	2,23
- prime de fin d'année	34,512	36,900	6,92
- prime de transport		4,600	ns
- contrats emploi-solidarité et contrats d'apprentissage	10,020	10,390	3,69
- communication interne	0,694	0,832	19,88
- conditions de travail	1,465	1,559	6,42
direction des finances et du contrôle de gestion	905,272	920,167	1,65
dont :			
- SYTRAL	379,593	385,287	1,50
- comité social et autres associations du personnel	9,397	9,751	3,77
- Agence d'urbanisme	17,500	18,500	5,71
- autres gestions externes	28,868	33,871	17,33
- dette à long terme	308,375	321,222	4,17
- ligne de trésorerie, clôture et gestion active	24,481	20,519	- 16,18
- eaux pluviales	116,118	116,120	0,00
- sûreté budgétaire	6,294	3,398	- 46,01
total mouvements réels	2 825,502	2 928,706	3,65
amortissements	320,920	367,665	14,57
prélèvement	390,000	366,000	- 6,15
total budget	3 536,422	3 662,371	3,56

III - SECTION D'INVESTISSEMENT -

Le budget qui vous est soumis en section d'investissement est un budget de transition. Il s'agit :

- d'assurer la poursuite des opérations engagées dans le mandat précédent,
- de prévoir les actions contractualisées par la Communauté, - de financer quelques projets déjà délibérés.

Les orientations de ce budget seront complétées en 1997 et confirmées par le plan de mandat qui sera arrêté dans les prochains mois.

Les propositions qui vous sont présentées s'inscrivent dans un cadre financier strict qui assure la maîtrise de l'endettement de la Communauté urbaine.

- Les dépenses -

Le projet de budget primitif que je soumets à votre approbation s'élève à 2 191 MF en mouvements réels. Les investissements opérationnels sont proposés à 1 418 MF.

Une analyse plus détaillée de ce budget peut être réalisée par domaines d'interventions :

- Les équipements structurants -

La communauté urbaine de Lyon s'est engagée dans le développement de grands équipements de l'agglomération lyonnaise. En 1996, elle va appuyer :

- le plan stratégique des Hospices civils de Lyon (10 MF pour cet exercice),
- le programme de modernisation des installations de climatisation du parc des expositions d'Eurexpo à Chassieu (7 MF),
- les aménagements des deux virages du stade de Gerland à Lyon 7° pour l'accueil de la coupe du monde de football en 1998 (25 MF au total). Le premier versement à la ville de Lyon est budgété pour 7,5 MF,
- la construction du planétarium de Vaulx en Velin (2,5 MF),
- la poursuite de la restauration des décors intérieurs de la chapelle Ampère à Lyon 1er (fonds de concours à l'Etat de 2,3 MF).

Les déplacements urbains -

Le déroulement des chantiers du tronçon nord du périphérique mobilisera 232,7 MF. Les inscriptions qui vous sont proposées tiennent compte des reliquats de crédits de 1995 qui seront à reporter sur l'exercice 1996.

Ce projet induit le lancement des mesures d'accompagnement sur les voiries communautaires. Il s'agit de financer des études pour les secteurs du 6° arrondissement de Lyon (5 MF) et de Vaise (5 MF supplémentaires inscrits en voirie individualisée).

Les principaux postes de dépenses, pour le tronçon nord, sont identifiés comme suit :

- aménagement des échangeurs notamment pour l'ouvrage de Croix Luizet et d'Ecully (142,10 MF) dont le raccordement de l'autoroute A 6 (23,6 MF),
- signalisation et jalonnement (33,2 MF),
- études (12 MF), y compris les frais de maîtrise d'ouvrage (6 MF).

Conformément aux engagements contractuels, le concours financier du département du Rhône est attendu pour 109,6 MF.

La Communauté soutient à titre de réciprocité la réalisation du tronçon ouest du périphérique. Elle participe aux études pour 1,2 MF et aux acquisitions foncières du département du Rhône pour 2,5 MF.

Le niveau d'investissement pour la voirie de proximité est poussé dès le budget primitif de 1996 à 130 MF. Il complète les actions de voirie sur les sites individualisés (90,4 MF) :

- la rénovation du tunnel sous Fourvière à Lyon 5° peut démarrer avec une enveloppe de 10 MF. Cette opération sera réalisée en partenariat avec l'Etat,
- la deuxième tranche des travaux de sécurité de l'avenue Leclerc à Lyon 7° entre les rues Gustave Nadaud et la place Antonin Perrin est programmée pour 3 MF,
- les premières mesures du plan global de mise en sécurité des abords du stade de Gerland à Lyon 7° pour l'amélioration du trafic et du stationnement sont assurées pour 2 MF,

- le traitement de l'esplanade de Francfort, associé à la réalisation de la trémie de l'Europe et au parc de stationnement de la gare de la Part-Dieu à Lyon 3°, peut être réalisé en 1996 (8 MF),

- le prolongement de l'avenue de Gadagne à Saint Genis Laval (tronçon sud) constitue une dépense de 4 MF.

Le programme mixte 1996 avec le département du Rhône devra être élaboré dans le cadre d'une enveloppe de 39,6 MF. Il devrait concerner les grandes voiries de l'agglomération, notamment le boulevard urbain sud, le contournement sud de Meyzieu mais aussi l'aménagement de voiries de proximité.

Les dépenses pour la signalisation lumineuse des carrefours sont maintenues au niveau du budget primitif précédent (22,5 MF).

Les crédits proposés pour le renouvellement et les nouvelles plantations d'arbres d'alignement sont plafonnés à 4,5 MF.

La propreté et les déchets -

La mise en conformité du centre de stockage de Genas suppose l'acquisition d'un terrain pour 1,5 MF et le lancement de la première tranche de travaux pour 4,5 MF.

La réalisation de deux déchèteries est programmée sur l'agglomération. Elles s'ajouteront aux douze déjà existantes.

Ce budget prévoit également la modernisation et la mise aux normes des installations :

- de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Lyon sud à Lyon 7° avec le traitement des gaz de combustion (17 MF),
- du centre d'enfouissement technique de Rillieux la Pape avec la valorisation des biogaz (2 MF).

L'atelier poids lourds de la direction de la propreté à Villeurbanne sera mis en service au début de l'année. La deuxième tranche des travaux proposée pour 10,1 MF correspond à la réalisation d'une zone de station service, l'aménagement des bureaux et du parc de stationnement extérieur.

Mission écologie :

En 1995, la communauté urbaine de Lyon est devenue membre du syndicat mixte intercommunal du Rhône, des îles et des îlons (SMIRIL) qui regroupe sept communes et le département du Rhône. Une participation de 1 MF à la mise en oeuvre des aménagements du Vieux Rhône, en aval de Lyon, pourrait être versée au SMIRIL.

Pour la seconde année consécutive, la Communauté urbaine aide également au programme de mise en valeur du lac de Miribel-Jonage. L'apport financier versé au SYMALIM est fixé à 1,9 MF.

Développement social urbain et logement social :

La poursuite des actions engagées pour le développement social urbain (DSU) dans le cadre du contrat de ville sera assurée avec 80,8 MF. Ces opérations concernent quatorze communes. Elles sont réalisées, soit en maîtrise d'ouvrage communautaire, soit en faisant l'objet de versements de fonds de concours aux organismes de logements sociaux notamment.

La mise en place de ces actions s'effectue de façon concertée avec de multiples partenaires, ce qui allonge les délais d'exécution. Aussi, une part importante des crédits de 1995 (de l'ordre de 60 MF) devra être reportée et dépensée en 1996.

Pour le logement social, la Communauté, qui a affiné depuis 1991 le cadre de son intervention, mobilisera 21,4 MF sur le parc public et privé pour :

- aider à la création et à la réhabilitation de logements d'insertion, de meublés et de résidences sociales (17,4 MF),

- favoriser le conventionnement dans les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et les programmes sociaux thématiques (PST) en complément des aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (3 MF),

- promouvoir le développement du logement d'extrême urgence (1 MF).

Cette orientation budgétaire devrait permettre une augmentation sensible des offres de logements en direction des plus démunis et satisfaire également aux objectifs du programme exceptionnel défini par l'Etat en juin dernier.

L'investissement foncier -

Les acquisitions par avances, réalisées pour le compte des communes, reste le premier poste de dépenses (78 MF). Une recette du même montant est également inscrite dans ce budget.

Les interventions foncières de la Communauté peuvent également favoriser la politique du logement social (4 MF), parallèlement à la mise en oeuvre du programme ordinaire des réserves foncières (67 MF).

Les achats de tènements pour les opérations de voirie ou d'urbanisme représentent une dépense de 18 MF. Des projets nouveaux sont identifiés. Il s'agit :

- d'une voie nouvelle à Saint Fons (0,70 MF),
- des acquisitions pour le lancement des travaux de la voie n° 15 à Meyzieu dès 1997 (4,20 MF),
- de l'élargissement de la rue de la Pelonnière à Collonges au Mont d'Or (1 MF),
- de la liaison de la place de Paris et de la rue de Bourgogne à Lyon 9° en prolongement du pôle multimodal (2 MF),
- du lancement d'une opération d'aménagement à Saint Priest pour la revitalisation du tissu commercial dans le centre ville (3 MF).

Les opérations d'aménagement urbain -

La Communauté consacre 18 % de ses crédits opérationnels, soit 252 MF, pour poursuivre le programme des aménagements d'urbanisme de l'agglomération.

Les travaux primaires, le versement des participations au bilan des opérations concédées sont assurés à hauteur de 153 MF. 34 MF financent les travaux dans les plans d'aménagement d'ensemble (PAE).

Pour le pôle de développement économique de Saint Priest, 33,5 MF sont investis pour le lancement des travaux primaires de la ZAC "des Perches", la participation communautaire au bilan, le traitement de la coulée verte, la voirie de l'université Lyon II à Bron, le parkway et des études.

A Lyon 1er, la mission d'animation et de pilotage confiée à la SERL au titre du périmètre de restauration immobilière des pentes de la Croix-Rousse (PRI) poursuit son action, conformément à la décision du conseil de communauté en mai dernier. La rémunération de la mission (0,41 MF) est financée pour moitié par la ville de Lyon (0,20 MF).

Dans ce secteur, la Communauté complète son action par le programme de revitalisation et de développement du quartier des pentes de la Croix-Rousse défini dans le contrat de ville. Les études pour le développement économique du quartier (1,2 MF), l'analyse des déplacements urbains, les travaux sur les espaces extérieurs (4,30 MF) font partie des orientations retenues en 1996.

9 MF concernent les aménagements des places du Marché et Valmy et de l'îlot des Tanneurs à Lyon 9°. La troisième tranche du traitement des berges du Rhône au niveau du parc du Confluent à Lyon 7° peut être lancée pour 6 MF.

Une prévision de dépenses de 7 MF, pour des études, permettra en partie l'analyse des nouveaux objectifs qui seront définis par l'exécutif communautaire pour la période 1997-2001.

Les espaces publics -

11 MF sont affectés au traitement des places sur les communes périphériques de Lyon, à savoir Caluire et Cuire, Dardilly, Marcy l'Etoile, Saint Genis Laval, Rochetaillée sur Saône, Vénissieux, Vernaison et Villeurbanne.

A Lyon 5°, la réalisation du parc des Hauteurs se poursuit par les aménagements de la rue Pauline-Marie Jaricot et de la plate-forme de la basilique de Fourvière (6 MF). Les travaux réalisés pour le compte de la ville de Lyon sont estimés à 2,4 MF. Le chemin du Belvédère, inscrit dans le contrat d'aménagement urbain, fait l'objet d'un engagement financier de la région Rhône-Alpes qui participera pour 1,2 MF en 1996.

La construction d'une halte fluviale à Fontaines sur Saône et le traitement du quai Tilsitt à Lyon 2° sont l'essentiel des opérations fluviales proposées pour 2 MF.

Etablissements scolaires, maintenance et renouvellement -

La communauté urbaine de Lyon apporte son concours financier aux constructions neuves de collèges réalisées par le département du Rhône. Elle participe pour 7,71 MF à la construction d'établissements scolaires dans les communes d'Ecully, de Saint Priest et de Vénissieux.

Dans le domaine de la maintenance, 98 MF sont nécessaires à la rénovation des bâtiments communautaires.

Pour l'hôtel de communauté, il s'agit de travaux de sécurité, de réaménagements (9,8 MF), et de l'achèvement des opérations de câblage informatique lancées en 1994 (0,9 MF).

4,80 MF sont prévus pour le démarrage, dès l'été prochain, des travaux pour la gare interurbaine de Lyon 2°. La charge de la Communauté peut être atténuée du montant des participations attendues de la région Rhône-Alpes (0,80 MF), du département du Rhône (2 MF) et du SYTRAL (0,80 MF). Cette opération est menée parallèlement à la remise à niveau des installations du centre d'échanges de Lyon-Perrache (4,79 MF), la poursuite des réfections du niveau 2 et des terrasses et au lancement des travaux de peintures extérieures.

La rénovation du système informatique d'envoi et de gestion des secours (Vulcain) pour la direction incendie et secours suppose la requalification du centre de traitement de l'alerte situé rue Rabelais à Lyon 3°. Cette dépense de 5 MF complète l'inscription pour l'installation du progiciel (10,5 MF) prévue dans la rubrique "informatique".

Comme l'an dernier, la maintenance de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Lyon sud peut être arrêtée à 6 MF.

L'entretien des dépôts et des locaux des services urbains porté à 19 MF concerne essentiellement les bâtiments de la direction incendie et secours et de la direction de la propreté. La poursuite des travaux pour le dépôt de sel, chemin de la Poudrette à Villeurbanne, fait partie de ce programme pour 2 MF.

Depuis 1993, la communauté urbaine a engagé des actions de remise à niveau des gymnases initialement à sa charge avant leur transfert patrimonial aux communes concernées. 30 bâtiments sportifs sont remis aujourd'hui. L'an prochain, 25 opérations de rénovation peuvent être menées sur la base d'un investissement de 0,20 MF par gymnase (5 MF).

Au 1er janvier 1995, les cimetières communautaires de Bron et de Rillieux la Pape ont fait l'objet d'une convention de délégation de service public avec la Compagnie internationale de services et d'environnement (CISE). La construction des caveaux reste à la charge exclusive de la Communauté urbaine. Elle représente, pour 1996, 5 MF de travaux.

Je vous propose, dans ce budget, un effort financier particulier, relatif au domaine privé. Le résultat des expertises effectuées cette année sur ce patrimoine communautaire conduit à affecter 10 MF à une première série de travaux urgents de mise en sécurité des bâtiments.

Le budget consacré à l'informatique de la Communauté est consolidé globalement (fonctionnement et investissement) à 76 MF pour tous les budgets. En investissement, outre le système de gestion des secours "Vulcain" (10,5 MF), on retrouve les prévisions de crédits suivantes :

- 4,59 MF pour le système urbain de référence (SUR),
- 16,02 MF pour la maintenance et la mise à niveau des matériels,
- 3,5 MF pour la modernisation du système de gestion financière et comptable en lien avec la nouvelle instruction M 14 (projet HEPTA-FI).

La remise en état des ouvrages d'art (ponts, passerelles et murs de soutènement) (15 MF), le renouvellement des véhicules et les réparations du parc existant (40 MF) constituent les autres postes de la maintenance.

Les mouvements financiers :

L'enveloppe de 854 MF constate principalement :

- le remboursement de la dette long terme en capital (393 MF) et l'estimation de l'emprunt de clôture (270 MF),
- le reversement du FCTVA :
 - * au département du Rhône pour le tronçon nord du périphérique (19,20 MF) et la réorganisation du réseau radio de la direction incendie et secours (0,66 MF),
 - * à la région Rhône-Alpes (59,7 MF) calculé sur le montant de ses participations perçues de 1986 à 1992 pour la construction des lycées.
- l'apport du budget principal aux opérations d'urbanisme en régie directe (6,7 MF) et aux travaux d'assainissement (14 MF),
- l'amortissement des participations reçues pour des travaux d'équipement (81 MF),
- une provision pour dépenses imprévues de 2,13 MF.

- Les recettes -

Les recettes liées aux dépenses opérationnelles ressortent à 309 MF. Elles financent 22 % des dépenses d'investissement (1 418 MF), hors mouvements financiers.

L'autofinancement brut (734 MF) comprend 367,7 MF de dotations aux amortissements et 366 MF de prélèvement sur la section de fonctionnement (390 MF en 1995).

Les subventions représentent 21 MF. Elles proviennent pour l'essentiel de :

- concours financiers de l'Etat pour les opérations de développement social urbain (10,37 MF), de la région Rhône-Alpes (3,74 MF),
- recette attendue de la société Eco-Emballages pour le développement du programme de collecte sélective des déchets (5,343 MF).

Pour les participations, le département du Rhône apporte une aide financière de 147 MF :

- 112,62 MF pour l'aménagement des berges du Rhône et pour les opérations du tronçon nord du périphérique,
- 2 MF pour la réalisation de la gare interurbaine,
- 1,79 MF pour le boulevard urbain "est" à Saint Priest.

L'Etat poursuit son engagement financier pour 8,33 MF dans la ZAC "du Centre" de Vaulx en Velin. 6,81 MF sont attendus des communes pour diverses opérations d'aménagement urbain.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par :

- un programme d'emprunt à long terme de 644 MF (785 MF en 1995, 580 MF en 1994),
- un emprunt à court terme de 270 MF qui préfinance deux années de FCTVA. Pour la seule année 1996, celui-ci peut être prévu pour un montant de 220 MF. Il concerne les dépenses éligibles réalisées par la Communauté en 1994.
- le produit des amendes de police estimé à 38 MF.

Conformément au projet de loi de finances pour 1996, aucune recette n'est attendue de l'Etat au titre de la dotation globale d'équipement.

Budget primitif 1996 - budget principal - investissement - (en F) - tableau n° 4 -

Opérations	Dépenses	Recettes	Charge nette
équipements structurants -	29 300 000	2 450 000	26 850 000
déplacements urbains -	511 021 880	115 861 080	395 160 800
- tronçon nord du périphérique	232 690 000	109 565 000	123 125 000
- tronçon ouest du périphérique	3 700 000	0	3 700 000
- autres voiries individualisées	90 371 880	2 204 590	88 167 290
- voirie de proximité	130 000 000	0	130 000 000
- réseau intermédiaire (transports en commun)	3 300 000	0	3 300 000
- autres déplacements urbains	50 960 000	4 091 490	46 868 510
écologie urbaine -	51 132 021	5 428 000	45 704 021
- propreté, déchets	44 684 000	5 428 000	39 256 000
- mission écologie	6 448 021	0	6 448 021
développement social urbain -	80 771 000	20 775 000	59 996 000
logement et habitat social -	35 340 768	1 000 000	34 340 768
investissement foncier -	209 270 000	114 000 000	95 270 000
- dont cessions gratuites et avances	92 000 000	92 000 000	0
- dont réserves foncières	67 000 000	0	67 000 000
- dont réserves pour le logement social	4 000 000	0	4 000 000
- dont terrains pour opérations d'urbanisme et voirie	18 000 000	0	18 000 000
opérations d'aménagement urbain -	251 639 116	39 297 755	212 341 361
- plans d'aménagement d'ensemble	34 189 315	1 847 200	32 342 115
- travaux primaires	38 806 558	6 754 555	32 052 003
- participation d'équilibre aux bilans de ZAC	114 341 628	30 042 000	84 299 628
- opérations particulières	56 998 000	204 000	56 794 000
- autres	7 303 615	450 000	6 853 615
aménagements d'espaces publics -	21 767 557	4 451 618	17 315 939
incendie -	15 400 000	1 300 000	14 100 000
scolaire -	7 710 000	0	7 710 000
maintenance et renouvellement -	204 918 000	4 161 000	200 757 000
- bâtiments	98 440 000	3 731 000	94 709 000
- informatique	35 038 000	0	35 038 000
- ouvrages d'art	15 000 000	0	15 000 000
- divers mobiliers et matériels	16 590 000	30 000	16 560 000
- véhicules	39 850 000	400 000	39 450 000
mouvements financiers	853 675 559	1 963 221 448	- 1 109 545 889
- dont dette à long terme	392 536 249	644 069 735	- 251 533 486
- dont contrats à court et à moyen terme	270 000 000	270 000 000	0
- dont financement globalisé	87 272 461	678 000 000	- 590 727 539
- dont sûreté budgétaire	2 130 532	0	2 130 532
total général	2 271 945 901	2 271 945 901	0

B. Propose de délibérer en conséquence ;

Vu le présent dossier ;

Vu l'article 80 de la loi du 4 février 1995 ;

Vu l'article premier de l'arrêté ministériel du 21 octobre 1980 ;

Vu la délibération d'un précédent conseil en date du 22 décembre 1980 ;

Ouï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif pour l'exercice 1996 du budget principal arrêté, tant en dépenses qu'en recettes, à la somme de 5 934 316 617 F.

2° - Dit que les crédits sont exécutoires par le comptable public dans leur montant au niveau du chapitre, dans l'une et l'autre section, à l'exception des subventions, avances et cotisations dont l'individualisation ressort dans l'état annexé au budget.

3° - Décide :

a) - la mise en recouvrement pour 1996 :

- d'un produit de 2 214 400 000 F au titre de la fiscalité directe locale, sous réserve de la fixation des taux par rapport séparé après que les bases soient notifiées,

- d'un produit de 402 000 000 F au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

b) - que les indemnités de fonction des membres du conseil de communauté seront fixées par référence aux indices de traitement. Les modifications qui surviendraient dans ces indices de traitement seraient de plein droit applicables à ces indemnités et à celles de représentation qui pourraient être allouées.

4° - Confirme que :

a) - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est due par tous les redevables assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties ou qui en sont temporairement exonérés,

b) - pendant l'année 1996, les dispositions que l'Etat sera amené à prendre en vue d'aménager les traitements de la fonction publique seront étendues de droit aux agents de la communauté urbaine de Lyon ;

5° - Autorise monsieur le président à solliciter auprès des établissements prêteurs la totalité des emprunts à réaliser pour assurer, en 1996, la trésorerie et les moyens de paiement du présent budget et des budgets annexes.

6° - Reconduit pendant l'année 1996, pour les agents non titulaires de la communauté urbaine de Lyon, l'application totale des dispositions de l'article premier de l'arrêté ministériel du 21 octobre 1980 décidée par le conseil de communauté le 22 décembre 1980.

7° - Attribue les diverses subventions à des tiers, telles qu'elles apparaissent dans l'état annexé au présent projet de budget.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,